

No: 500-06-000076-980

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CONSEIL QUÉBÉCOIS SUR LE TABAC ET LA
SANTÉ et JEAN-YVES BLAIS

Demandeurs

c.

JTI-MACDONALD CORP.
IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITEE
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Défendeurs

-et-

FTI CONSULTING INC.
ERNST & YOUNG INC.
DELOITTE RESTRUCTURING INC.

Intervenants

-et-

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
SERVICES PROACTIO INC.
EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA INC.
THE LAW PRACTICE OF WAGNER &
ASSOCIATES INC.

-et-

SANTÉ QUÉBEC

Mis-en-cause

Court File No. CV-19-615862-00CL

Court File No. CV-19-616077-00CL

Court File No. CV-19-616779-00CL

ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE
COMMERCIAL LIST

IN THE MATTER OF THE *COMPANIES' CREDITORS'*
ARRANGEMENT ACT,

R.S.C. 1985, c. C-36, AS AMENDED

AND IN THE MATTER OF THE PLANS OF
COMPROMISE OR ARRANGEMENT OF:

JTI-MACDONALD CORP.

-and-

IMPERIAL TOBACCO CANADA
LIMITED AND IMPERIAL TOBACCO COMPANY
LIMITED

-and-

ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

**RÉPONSES DE SANTÉ QUÉBEC AUX QUESTIONS DE LA COUR EN LIEN AVEC LA
DEMANDE POUR UNE EXTENSION DE L'ORDONNANCE SUR LES CONFIRMATIONS
OFFICIELLES**

10 février 2026

INTRODUCTION

À la suite de la signification de la *Demande pour une extension de l'Ordonnance sur les confirmations officielles* (la « **Demande** »), les honorables juges Geoffrey Morawetz et Catherine Piché ont soulevé le 22 janvier 2026 certaines questions dans une lettre

adressée aux procureurs des membres de l'action collective. Nous abordons ci-après les sujets identifiés dans ces questions en lien avec le mandat et les responsabilités de Santé Québec.

Tel que mentionné dans notre lettre du 30 janvier 2025, la Demande des QCAP a été présentée à la demande de Santé Québec, qui appuie les conclusions recherchées.

GÉNÉRALITÉS

Santé Québec est une société d'état québécoise qui, en date du 1^{er} décembre 2024, a intégré les 30 établissements de santé et de services sociaux publics du Québec.

Malgré cette fusion, ces établissements ont tous conservé leur propre service d'archives médicales, qui pour la plupart, sont réparties dans plusieurs installations, mais qui sont gérées administrativement de manière centralisée par chaque établissement.

Ainsi, les archives de chaque établissement regroupent l'ensemble des renseignements de santé détenus par l'établissement, qu'ils soient sur support électronique, papier, ou autre.

Le service des archives de chaque établissement veille à la tenue des renseignements de santé des usagers, en assure la protection et assure le traitement des demandes d'accès aux renseignements formulées en vertu de la *Loi sur les renseignements de santé et des services sociaux*¹ (la « **LRSSS** »).

Les renseignements de santé détenus par les services des archives des établissements sont conservés pour les périodes prévues au calendrier de conservation adopté par chaque établissement en vertu de la *Loi sur les archives*. Un calendrier de conservation unifié pour l'ensemble de Santé Québec est en cours de préparation.

Dans l'élaboration de leurs règles de conservation actuellement en vigueur, plusieurs établissements se sont inspirés de *Recueil des règles de conservation des documents des établissements de santé et de services sociaux du Québec* https://www.banq.qc.ca/sites/default/files/2024-06/Recueil_SSSS_2024_VF2.pdf

LA PROBLÉMATIQUE ET LES SOLUTIONS

Le processus de réclamation et de distribution des indemnités découlant de l'action collective instituée contre les compagnies de tabac présente un enjeu important pour Santé Québec, et plus spécifiquement pour les services des archives des établissements. En effet, la possibilité offerte aux membres de présenter une preuve

¹ RLRQ, chapitre R-22.1

alternative si le diagnostic n'est pas confirmé dans les registres officiels visés par l'ordonnance du 21 juillet, 2025 implique que les services des archives médicales des établissements de santé feront face à une hausse soudaine du nombre de demandes de communication de dossiers médicaux, dont un grand nombre de demandes présentant un degré de complexité élevé, puisque les archivistes devront évaluer la qualité d'héritier de la personne demandant l'accès au dossier médical.

Ce volume exceptionnel de demandes formulées dans un court délai et nécessitant un travail d'analyse considérable intervient dans un contexte où les ressources dédiées aux services d'archives médicales sont pleinement utilisées ou en surcharge importante de travail.

À titre indicatif, bien que la LRSSS prévoie un délai maximal de 30 jours pour répondre aux demandes d'accès aux renseignements de santé, le service des archives du CHUM a couramment un délai de traitement de 97 jours, le CIUSSS de la Capitale-Nationale a un délai de 36 jours, le CIUSSS du Nord-de-l'île est à 82 jours et l'Hôpital Le Gardeur du CISSS de Lanaudière a un délai de 56 jours.

Dans un tel contexte, tout volume de demandes accru et concentré dans une courte période de quelques mois est susceptible d'accroître la pression déjà importante sur les services des archives. Ceci est d'autant plus vrai pour des demandes inhabituelles présentant un niveau de complexité important, telles que des demandes provenant d'héritiers d'héritiers d'usagers décédés. Au vu des ressources limitées, cette pression accrue est susceptible d'avoir un impact sur le traitement des autres demandes de communication, requises à des fins de continuité des soins et services, ou encore de perturber d'autres activités des archives, telles que l'informatisation des dossiers.

Dans l'application normale de l'article 27 de la LRSSS, Santé Québec exige qu'une personne qui prétend avoir des droits successoraux présente les documents pertinents au service des archives médicales de l'établissement de santé auprès duquel la demande est formulée. Le statut successoral de cette personne est alors évalué par ce service avant toute communication de dossier médical. Si la partie requérante établit *prima facie* son statut successoral, l'établissement de santé procède alors à la recherche et à la communication des renseignements pertinents.

L'ordonnance recherchée (qui résulte d'un effort collaboratif) permettra de délester les services des archives de manière significative, en leur épargnant le travail d'analyse relié à la qualification du demandeur d'accès en tant qu'héritier, surtout dans les situations où une demande plus complexe est formulée par un héritier d'héritier, de telles demandes étant extrêmement rares en temps normal. À ce propos, il est par ailleurs prévisible que dans bien des cas, les archivistes médicaux ne seraient pas en mesure d'évaluer et de qualifier des liens successoraux complexes, cette tâche nécessitant l'expertise de notaires.

Santé Québec est convaincue que les mécanismes d'accès à l'information et de protection des informations personnelles proposés dans les conclusions de la Demande permettent de concilier la pleine protection des renseignements personnels des victimes du tabac avec le droit de leurs héritiers d'obtenir l'information requise pour faire valoir leurs droits dans des délais raisonnables, tout en évitant un engorgement des services d'archives, lequel risque fort d'avoir un impact négatif sur la saine utilisation des fonds publics, la bonne organisation des services, et potentiellement même la continuité des soins de santé.

À titre de courtoisie, nous avons joint une traduction non officielle de nos soumissions écrites, laquelle est annexée aux présentes.

Le tout respectueusement soumis le 10 février 2026.

Santé Québec



Anne de Ravinel, Avocate

Directrice de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels - Direction générale des affaires juridiques

UNOFFICIAL ENGLISH TRANSLATION

RESPONSES OF SANTÉ QUÉBEC TO THE COURT'S QUESTIONS

IN CONNECTION WITH THE APPLICATION FOR AN EXTENSION OF THE OFFICIAL CONFIRMATIONS ORDER

February 10, 2026

INTRODUCTION

Following service of the Application for an Extension of the Official Confirmations Order (the “**Application**”), the Honourable Justices Geoffrey Morawetz and Catherine Piché raised certain questions in a letter dated January 22, 2026 addressed to counsel for the Quebec class members. The issues identified in those questions, insofar as they relate to the mandate and responsibilities of Santé Québec, are addressed below.

As indicated in our letter of January 30, 2025, the QCAP Application was brought at the request of Santé Québec, which supports the relief sought.

GENERAL BACKGROUND

Santé Québec is a Québec government corporation which, as of December 1, 2024, integrated the province’s 30 public health and social services institutions.

Despite this merger, each of these institutions has retained its own medical records department which, in most cases, is spread across several facilities but is administratively managed in a centralized manner by each institution.

Accordingly, the archives of each institution contain all health information held by that institution, whether in electronic, paper, or other form.

Each institution’s medical records department is responsible for maintaining users’ health information, ensuring its protection, and processing access requests made pursuant to the *Act respecting health and social services information* (the “**LRSSS**”).

The health information held by the institutions’ medical records departments is retained for the periods set out in the retention schedules adopted by each institution pursuant to the *Archives Act*. An overall retention schedule for Santé Québec as a whole is currently being developed.

In developing their current retention rules, several institutions relied on the *Compilation of Records Retention Rules for Québec Health and Social Services Institutions*

<https://www.banq.qc.ca/sites/default/files/2024-06/Recueil_SSSS_2024_VF2.pdf>

THE ISSUE AND PROPOSED SOLUTIONS

The claims and compensation distribution process arising from the class action instituted against the tobacco companies presents a significant challenge for Santé Québec, and more specifically for the institutions' medical records departments. Indeed, the option afforded to class members to submit alternative proof where a diagnosis is not confirmed in the official registries covered by the July 21, 2025 Order means that the medical records departments of healthcare institutions will face a sudden increase in requests for disclosure of medical records. Many of these requests will involve a high degree of complexity, as archivists will be required to assess the succession status of the individual requesting access to the medical record.

This exceptional volume of requests, submitted within a short period of time and requiring significant analytical work, arises in a context where the resources allocated to medical records departments are already fully utilized or subject to substantial workload pressures.

By way of illustration, although the LRSSS provides for a maximum period of 30 days to respond to access requests for health information, the CHUM medical records department currently has an average processing time of 97 days, the CIUSSS de la Capitale-Nationale has a processing time of 36 days, the CIUSSS du Nord-de-l'Île has a processing time of 82 days, and Hôpital Le Gardeur of the CISSS de Lanaudière has a processing time of 56 days.

In this context, any increased volume of requests concentrated over a short period of several months is likely to further intensify the already significant pressure on medical records departments. This is particularly true for unusual requests involving a high level of complexity, such as requests made by heirs of heirs of deceased persons. Given the limited resources available, this additional pressure is likely to have an impact on the processing of other disclosure requests required for the continuity of healthcare and services, or to disrupt other archival activities, such as the digitization of records.

In the normal application of section 27 of the LRSSS, Santé Québec requires a person claiming to have successorial rights to submit the relevant documentation to the medical records department of the healthcare institution to which the request is addressed. That department then assesses the person's succession status prior to any disclosure of a medical record. If the requesting party establishes, on a *prima facie* basis, their succession status, the healthcare institution then proceeds with the retrieval and disclosure of the relevant information.

The order sought (which is the result of a collaborative effort) will significantly alleviate the burden on medical records departments by sparing them the analytical work associated with qualifying the person seeking access as an heir, particularly in situations where a more complex request is made by an heir of an heir - such requests

being extremely rare under normal circumstances. In this regard, it is also foreseeable that in many cases, medical archivists would not be in a position to assess and qualify complex successoral relationships, as such tasks require the expertise of notaries.

Santé Québec is convinced that the access to information and personal information protection mechanisms proposed in the conclusions of the Application strike an appropriate balance between the full protection of the personal information of tobacco victims and the right of their heirs to obtain the information required to assert their rights within reasonable timeframes, while avoiding congestion in medical records departments, which would likely have a negative impact on the sound use of public funds, the proper organization of services, and potentially even the continuity of healthcare services.

As a courtesy, we have attached an unofficial translation of our written submissions, which is attached hereto.

Respectfully submitted on February 10, 2026.

Santé Québec

Anne de Ravinel, Lawyer

Director of Access to Information and Protection of Personal Information
Legal Affairs Branch